

**Exclure l'huile de palme des accords de  
libre-échange avec l'Indonésie et la  
Malaisie.**

La résolution N° 171 « Colza plutôt qu'huile de palme ! » avait été acceptée le 25.05.2016 par 46 voix contre 1. Voici donc bientôt deux ans que le Parlement jurassien avait chargé le Gouvernement d'intervenir auprès des autorités fédérales afin d'exclure l'huile de palme de l'accord de libre-échange en cours de négociations avec la Malaisie.

L'acceptation de cette résolution a positionné notre canton en tête d'un mouvement qui n'a cessé de prendre de l'ampleur en Suisse et en Europe. Les Parlements de Thurgovie, Berne, Fribourg, Vaud et Genève ont eux-mêmes adopté des actions similaires. Le Parlement européen a quant à lui voté le 17 janvier « l'élimination progressive » de cette graisse végétale des agrocarburants.

Bien que nos agriculteurs peinent à survivre dans un marché fortement libéralisé, que certaines de nos exploitations agricoles sont contraintes de réduire leurs surfaces de colza en raison de stocks d'huile de colza trop importants qui ne s'écoulent pas, le Conseil fédéral souhaite toujours promouvoir les importations d'huile de palme. Afin de justifier sa position, le Conseil fédéral laisse entendre qu'il s'engage à promouvoir l'huile de palme durable du label RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil).

Mais beaucoup d'organisations se mobilisent actuellement pour dénoncer ce label RSPO qui ne garantit pas des conditions de production socialement écologiquement acceptables. L'huile de palme, RSPO ou non, entraîne de forts conflits liés à l'utilisation des sols ainsi qu'une diminution importante de la forêt pluviale et de tourbières. De plus, l'importation d'huile de palme concurrence directement notre production et met potentiellement en péril le marché agricole suisse.

Alors qu'une motion (N° 16.3332)<sup>1</sup> demandant d'exclure l'huile de palme de l'accord avec la Malaisie devrait être acceptée aujourd'hui même par le Conseil national, un traité identique de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie est en passe d'aboutir<sup>2</sup>. Cet accord avec l'Indonésie n'exclue en rien l'huile de palme et cela représenterait un manque de cohérence flagrant dans la politique menée par le Conseil fédéral!

**C'est pourquoi le Parlement jurassien souhaite exercer son droit d'initiative cantonale –prévu aux articles 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, et à l'article 84, lettre o de la Constitution jurassienne– et demande aux Chambres fédérales d'exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie.**

Delémont, le 28 février 2018

Pour le groupe VERTS et CS-POP  
Baptiste Laville

<sup>1</sup> Motion N° 16.3332 : Négociation avec la Malaisie, sans l'huile de palme ! (J.P. Grin)

<sup>2</sup> L'huile de palme grippe les négociations, Le Courrier, vendredi 16 février 2018

16.3332

MOTION

## Négociations avec la Malaisie, sans l'huile de palme!

**Déposé par:** GRIN JEAN-PIERRE

Groupe de l'Union démocratique du Centre  
Union Démocratique du Centre

**Date de dépôt:** 27.04.2016

**Déposé au** Conseil national

**Etat des délibérations:** Non encore traité au conseil

### TEXTE DÉPOSÉ

Dans le cadre du cycle de négociations avec la Malaisie, le Conseil fédéral doit exclure l'huile de palme de cet accord.

### DÉVELOPPEMENT

Selon le programme des Nations Unies pour l'environnement, la plantation de palmiers à huile est la principale cause de déforestation en Malaisie. Les violations des droits humains dont est victime la population locale, chassée de ses terres par les entreprises d'huile de palme, complètent ce triste tableau.

Actuellement, la Malaisie couvre plus de la moitié des importations d'huile de palme en Suisse, ces cinq dernières années elles ont quadruplé.

La suppression des droits de douane prévue dans le cadre d'un accord de libre-échange pour une huile de palme produite dans de telles conditions serait désastreux pour la production d'oléagineux en Suisse, en particulier pour la culture du colza. Ceci mettrait en sursis aussi la qualité du paysage cultivé, avec les magnifiques couleurs jaunes des champs de colza en fleurs.

D'autre part l'huile de palme a une forte teneur en acide gras saturés qui peut mettre en danger la santé des consommateurs en étant associée à une augmentation des risques de maladies cardiovasculaires. Par contre l'huile de colza dont la réputation n'est plus à faire tant les apports nutritifs en vitamines E, oméga 3 et acides gras polyinsaturés sont reconnus pour notre santé, en particulier la réduction du risque de diabète.

Une large coalition d'organisations suisses demandent aussi l'exclusion de l'huile de palme de cet accord.

L'huile de palme se cache dans de nombreuses préparations alimentaires qui, jusqu'à la fin de l'année dernière, était mentionnée par le terme général: huile végétale.

Pour toutes ces bonnes raisons la réduction de nos importations d'huile de palme est urgente et l'importation de cette huile ne doit pas figurer dans cet accord.

## AVIS DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 22.06.2016

Le Conseil fédéral est conscient des problèmes écologiques et sociaux qu'engendre la production d'huile de palme et s'engage à plusieurs niveaux sur cette question. Il relève également dans ce contexte la complexité de cette problématique étant donné notamment le rôle important que la culture de l'huile de palme joue en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté dans les zones rurales des pays producteurs.

Dans le cadre des négociations d'accord de libre-échange en cours avec la Malaisie, la Suisse et ses partenaires de l'AELE ont soumis des propositions visant à promouvoir un commerce durable entre les parties. Parmi ces dernières figurent des clauses visant à garantir le respect et la mise en oeuvre effective des accords environnementaux multilatéraux ainsi que des droits fondamentaux des travailleurs. En outre, des propositions ont été faites en vue de promouvoir une gestion durable des ressources forestières, notamment par la lutte contre les coupes illégales de bois. D'autres dispositions visent encore la diffusion de biens, services et technologies favorables au développement durable, y compris les biens et services au bénéfice de programmes ou labels promouvant des méthodes de production respectueuses de l'environnement et des normes sociales, dont fait partie le standard de certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil).

Au niveau de la coopération au développement, le SECO soutient indirectement les efforts visant à renforcer la traçabilité de la filière en Malaisie et en Indonésie et éviter la déforestation. Cela inclut un soutien à la production durable à travers le renforcement des organisations de petits producteurs, l'adoption de meilleures techniques de production et le renforcement de l'accès au financement.

Sous l'angle de l'accès au marché et des éventuels effets qu'un accord avec la Malaisie pourrait avoir sur la production d'oléagineux en Suisse, il convient de relever que les concessions préparées par la Suisse dans le contexte de ces négociations tiennent compte de leurs potentielles répercussions sur le marché intérieur et sont compatibles avec la politique agricole. En ce qui concerne les préoccupations de santé publique, le Conseil fédéral s'est déjà exprimé sur le sujet (cf. interpellation Hausammann 15.4125) et estime que l'huile de palme ne représente pas un risque particulier pour la santé des consommateurs tant que ceux-ci tiennent compte des recommandations de la pyramide alimentaire suisse.

Au final, il convient de noter qu'un accord de libre-échange entre l'AELE et la Malaisie ne peut être conclu que s'il couvre les principaux produits d'intérêt à l'exportation des parties. Exclure l'huile de palme des négociations empêcherait de conclure un tel accord, avec les conséquences que cela impliquerait pour l'économie suisse, notamment le risque de discrimination des exportateurs suisses vis-à-vis de leurs principaux concurrents (la Malaisie est partie à l'Accord de Partenariat Transpacifique TPP conclu cette année, l'UE est en négociations avec la Malaisie pour un accord similaire). En effet, les droits de douane de la Malaisie s'appliquant aux machines, produits en papier, matières colorantes, outils, et à divers produits agricoles transformés, sont significatifs, voire considérables dans certains cas. Outre le commerce des marchandises, le potentiel de discrimination sur le marché malaisien concerne aussi le commerce des services, les investissements ainsi que les achats publics.

## PROPOSITION DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 22.06.2016

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

## COMPÉTENCES

**AUTORITÉ COMPÉTENTE**

**DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE (DEFR)**

([HTTPS://WWW.WBF.ADMIN.CH/WBF/FR/HOME.HTML](https://www.wbf.admin.ch/wbf/fr/home.html))

**INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

**CONSEIL PRIORITAIRE**

Conseil national

**COSIGNATAIRES (17)**

BUFFAT MICHAËL CHIESA MARCO CLOTTU RAYMOND FRIDEZ PIERRE-ALAIN GLAUSER-ZUFFEREY ALICE GRAF MAYA  
GSCHWIND JEAN-PAUL HAUSAMMANN MARKUS MAIRE JACQUES-ANDRÉ NICOLET JACQUES PAGE PIERRE-ANDRÉ  
SALZMANN WERNER SOLLBERGER SANDRA THORENS GOUMAZ ADÈLE TORNARE MANUEL VON SIEBENTHAL ERICH  
WALTER HANSJÖRG

**DOMAINES (3)**

Agriculture Politique internationale Économie

JA 1211 GENÈVE 8  
Préparez le récepteur sans  
annoncer la nouvelle adresse

# LE COURRIER

150 ANS

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°33 | 151<sup>e</sup> année | CHF 3.50

SUISSE-INDONÉSIE

## La palme du libre-échange



**11** Un accord de libre-échange avec l'Indonésie serait à bout touchant. Des ONG s'inquiètent de son impact sur les importations en Suisse d'huile de palme, dont le pays asiatique est le premier producteur mondial.

éditorial

GUSTAVO KUHN

DÉSILLUSION

SUD-AFRICAINE

**9**

**L'**Afrique du Sud a enfin tourné la page Jacob Zuma. Après sa démission mercredi soir, c'est le vice-président et chef de l'ANC, Cyril Ramaphosa, qui a assumé jeudi la présidence de la première puissance africaine. Sans surprise, le nouveau chef de l'Etat a annoncé que la lutte contre la corruption serait sa priorité. Son prédécesseur l'avait en effet érigée en système de pouvoir, au point qu'il se disait qu'elle avait été «légalisée».

Sous Jacob Zuma, arrivé à la tête de l'Afrique du Sud en 2009, ce pays au potentiel immense et qui promettait depuis la fin de l'apartheid, en 1994, «une vie meilleure pour tous», n'a cessé de s'enfoncer dans la crise. Inégalités persistantes, taux de chômage de près de 30% – et frappant encore principalement la majorité noire –, criminalité endémique et vagues de violences xénophobes sont venus à bout de la patience de la population. D'autant plus que près de vingt-cinq ans après l'avènement de la démocratie, la réforme agraire se fait toujours attendre.

Au marasme économique s'est ajoutée une crise politique. L'historique ANC, qui avait fait chuter l'ignoble système de l'apartheid et dominait sans partage le pays depuis, s'est profondément divisé. Sa gestion du pays a été sanctionnée dans les urnes en 2016. Le parti a alors perdu le contrôle de trois des plus grandes agglomérations sud-africaines: Johannesburg, Pretoria et Nelson Mandela Bay (ex-Port-Elizabeth). Voyant venir avec crainte les élections de 2019, le parti a décidé de renouveler son image pour tenter de conserver le pouvoir en poussant Zuma dehors.

Médias, analystes et milieux économiques applaudissent ce départ. C'est justifié. Mais faut-il pour autant fonder de véritables espoirs en Cyril Ramaphosa? Leader syndical des mineurs dans les années 1980, il a été l'un des principaux négociateurs de la transition démocratique. Mais, vexé de n'avoir pas succédé à Nelson Mandela, il s'est tourné vers les affaires. Télécommunications, matières premières et franchises McDonald's l'ont converti en premier milliardaire noir du pays, et emblème du nouveau capitalisme sud-africain. Sa pire «trahison» interviendra lors de la grève minière de Marikana en 2012. Il avait alors encouragé la répression policière qui fit trente-quatre morts.

Habile politicien, Ramaphosa a cependant su reconquérir l'ANC, le soutien du Parti communiste et celui de la confédération syndicale Cosatu. Mais son incarnation de la collusion entre la classe dirigeante et le monde des affaires ne suscite pas l'optimisme quant à sa volonté d'entreprendre les réformes sociales dont la majorité de la population a urgemment besoin.

### WEEK-END

**12 RELIGIONS** A peine trentenaires, ils ont choisi de devenir pasteurs. Leur engagement en trois portraits.

### le MAG



### Petites Leçons à la Lanterne

**19 CINÉMA** Le cine-club pour enfants lance une série de films d'auteur pédagogiques, malins et ludiques.

**22 LIVRES** Grand poète congolais, Tchicaya U Tamsi était l'auteur d'une œuvre protéiforme. Redécouverte.

### GENÈVE

Le projet de nouveaux bâtiments de la police à l'aéroport fait réagir les milieux pro-asile

**5**

PUBLICITÉ

### SOUND AND VISION FANFAREDULOUP ORCHESTRA

ALHAMBRA  
RUE DE LA RÔTISSERIE 10, GENÈVE  
22 - 23 FÉVRIER 2018 À 20H

Reservations:  
www.fanfareduloup-orchestra.ch  
ou 079 467 22 21  
Billetterie: Service Culturel Migros Genève,  
rue du Prince 17, 1202 819 29 CH  
Standard Info Events et Migros Nyoma/US Combi

PUBLICITÉ



### Ensemble Contrechamps

Jeudi 22.02.2018, 19h  
Studio Ernest-Ansermet, Genève

BREAKING NEWS

Soutenu par la Ville de Genève

3RTI OCHAMPS www.contrechamps.ch



Rédaction Genève: 022 809 55 66 redaction@lecourrier.ch | Rédaction Yverdon: 021 683 08 85 yverd@lecourrier.ch | Rédaction Neuchâtel: 032 724 60 50 | Publicité: 022 809 52 32 pub@lecourrier.ch | mutuelles@lecourrier.ch | lecteurs@lecourrier.ch  
Le quotidien Le Courrier paraît 5 fois par semaine. Il est édité à Genève par la Nouvelle association du Courrier (NAC), association sans but lucratif | Direction, administration et rédaction à Genève: 3, rue de la Tuilerie, CP 238, 1211 Genève 8 | Dons: CCP 12-1254-9  
Abonnements: 022 809 55 55 - abo@lecourrier.ch - www.lecourrier.ch/abo | Tarif: AboPapier - 12 mois, promo 1<sup>er</sup> année: 339 frs; AboCombi - 12 mois, offre 150 ans: 200 frs; AboWeb - 12 mois, offre 150 ans: 150 frs; Essai papier: 2 mois: 39 frs.

**RELIGIONS** A peine trentenaires, ils ont choisi d'être pasteurs. Leur engagement en trois portraits, **12**

**HISTOIRE VIVANTE** Hitler va jeter l'éponge en avril 1945. Ses seconds jouent des coudes pour lui succéder. **13**

**le MAG** La Lanterne Magique lance une série de courts métrages pédagogiques réalisés par des cinéastes chevronnés. **19**

# WEEK-END

**SOLIDARITÉ**  
**11**  
LE COURRIER  
VENDREDI 16 FÉVRIER 2018

L'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie, en passe d'être conclu, se heurte à une coalition d'organisations inquiètes que l'huile de palme n'envahisse le marché suisse

## L'huile de palme grippe les négociations

PHILIPPE CHEVALIER

**Résistances** ▶ Entamées en 2010, les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie sont finalement en passe d'aboutir, officiellement avant la fin du semestre. La délégation helvétique salive à l'idée d'obtenir un accès privilégié au marché d'un pays de 265 millions d'habitants, en échange de quoi l'Indonésie espère de nouveaux débouchés pour ses cargaisons d'huile de palme, dont elle est le premier producteur mondial. Et c'est là que le bât blesse. Ainsi, au début du mois, une coalition étendue, regroupant douze organisations suisses engagées pour l'environnement et les droits humains ainsi que des représentants du monde agricole<sup>1</sup> ont adressé une lettre ouverte au conseiller fédéral Johann Schneider-Amann, lui demandant de laisser cet oléagineux en dehors du champ des négociations.

«Actuellement, l'importation d'huile de palme est frappée d'un droit de douane de 100%, qui vise surtout à protéger les producteurs suisses de colza et de tournesol», explique Isolda Agazzi, représentante de la fédération d'ONG Alliance Sud. La production intensive de cette huile, notamment en Indonésie et en Malaisie, est tellement rentable, son prix tellement bas, que malgré ces taxes élevées les importations helvétiques ont été multipliées par trois depuis 2001.

### Difficile d'éviter l'huile de palme

Mais sans taxes du tout, ou avec des taxes significativement réduites, des associations paysannes prédisent une catastrophe pour les producteurs de tournesol et de colza. Selon eux, la production de ce dernier oléagineux pourrait dégringoler de 40%, avec de graves conséquences sur les revenus des paysans, sans compter les difficultés à assurer la rotation des cultures.

Or quand on sait que l'huile de palme entre dans la composition de la moitié des produits de supermarché (aliments, cosmétiques, produits d'entretien), on peut se demander si la bataille n'est pas déjà perdue. «Il est vrai qu'à moins de faire tout soi-même il est difficile d'éviter cette matière grasse», admet Laurianne Altwegg, responsable environnement, agriculture et énergie à la Fédération romande des consommateurs. Et pourtant, il faudrait, l'éviter au maximum, soutient-elle. Car une fois raffinée, cette graisse trop riche en acides gras saturés

En Indonésie et en Malaisie, les palmeraies géantes font la fortune de quelques-uns en entraînant la destruction des forêts primaire et secondaire, la pollution des sols et des eaux et des pertes irréremédiables de la biodiversité.

KEYSTONE



à la réputation de favoriser les maladies cardiovasculaires. Raison pour laquelle les organisations de consommateurs sont parvenues à ce que la mention «huile de palme» figure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, sur les étiquettes des produits alimentaires. Même si les autorités fédérales persistent à affirmer que consommée avec modération, cette graisse «ne présente aucun impact négatif sur la santé de la population».

### Problème mondial

En Indonésie, les problèmes liés à l'huile de palme et sa culture intensive sont d'une toute autre

ampleur. Miges Baumann, responsable de la politique de développement à Pain pour le prochain, peut en témoigner. Depuis plus de trente ans qu'il se rend dans le pays, il a vu de ses yeux les palmeraies envahir toujours plus le territoire, jusqu'à atteindre une surface de 31 millions d'hectares. Près de 8 fois la Suisse! Ces palmeraies géantes qui font la fortune de quelques-uns sont, selon lui, un vrai fléau: destruction des forêts primaire et secondaire, pollution des sols et des eaux, pertes irréremédiables de la biodiversité, les atteintes à l'environnement ont pris une dimension mondiale.

### RSPO, UN LABEL CONTESTÉ

Prendre appui sur le label RSPO pour négocier des baisses des taxes douanières sur l'huile de palme, comme le fait la Confédération, ne saisisait aucunement les ONG signataires de la lettre ouverte. «Le problème du RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) est notamment qu'il autorise certaines formes de déforestation, que ses lignes directrices sont vagues et que son mécanisme de contrôle est faible», explique Isolda Agazzi, d'Alliance Sud sur son blog. L'insatisfaction à l'égard du RSPO est telle que deux villages indonésiens ont porté plainte contre cette certification auprès d'un organe de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Les communautaires reprochent à RSPO de ne rien faire contre la déforestation occa-

sionnée par une société malaisienne, pourtant membre du label, à West Kalimantan. Même le WWF, cofondateur du RSPO en 2004 avec de nombreuses entreprises du secteur privé, reconnaît la faiblesse du label: «Les standards fixés par le RSPO ne satisfont pas tous aux exigences du WWF, loin s'en faut. Les directives, revues en 2013, manquent cruellement d'ambition: elles contiennent par exemple d'autoriser l'usage de pesticides dangereux, tels que le paraquat, ou la transformation des sols tourbeux», indique l'ONG écologiste sur son site internet. Le WWF tente d'aller plus loin en mettant sur pied le Palm Oil Innovation Group (POIG), qui vise l'instauration de directives plus sévères au sein de la RSPO. Sera-t-il écouté? CHRISTOPHE KOESSLER

La préoccupation première de Pain pour le prochain reste cependant l'accaparement des terres, dont les palmeraies sont la principale cause. Face aux multinationales et à des autorités locales faibles ou corrompues, les villageois ne font guère le poids, entraînant d'incessants conflits. Sur place, l'association suisse travaille main dans la main avec l'association Walhi (membre des Amis de la terre). Celle-ci dispense des conseils juridiques aux villageois et négocie avec les autorités locales et nationales ainsi qu'avec la police. Une de ses actions déterminantes consiste à

arpenter les zones de culture contestées afin d'établir une cartographie. En recensant de vieux arbres fruitiers ou les traces d'autres cultures, elle parvient à prouver que les habitants qui revendiquent les parcelles concernées y étaient implantés souvent depuis des temps très anciens. Ce qui équivaut, en pratique, à un titre de propriété notarié.

### Sujet «sensible» des négociations

Interrogé par *Le Courrier*, le Secrétaire d'Etat à l'économie (Seco) est catégorique: impossible d'exclure purement et simplement l'huile de palme des négociations, dans la mesure où c'est le principal produit d'exportation de l'Indonésie. A l'inverse, la Suisse ne prévoit pas non plus de l'exonérer de toutes taxes, en regard à la situation des producteurs d'oléagineux et des huilleries du pays, rassure le Seco. Il admet, qu'en l'état actuel des négociations, les huiles de palme indonésiennes (et malaisiennes<sup>2</sup>) sont «des produits qui présentent la plus grande sensibilité». Ce qui ne l'empêche pas de mettre en avant les mesures déjà en place afin de minimiser les impacts négatifs de la culture de la palme en Indonésie – dont la certification RSPO – mesures qui devront toutefois être complétées dans le cadre du

futur accord négocié (lire ci-dessous). Ainsi la solution qui se dessine devrait bel et bien passer par une diminution de taxe, associée à un contingentement d'importation, dont les montants restent à définir.

La position du Seco n'étonne guère Laurianne Altwegg, qui précise: «Notre but n'est pas d'interdire l'huile de palme, mais d'éviter des allègements de taxes qui favoriseraient encore davantage les importations, au point que l'huile de palme ne saturerait les rayons des supermarchés – sans jeu de mots.»

A ce stade, les membres de la coalition cherchent donc à faire résonner leur appel jusque dans les salons feutrés de Berne et de Jakarta où se déroule le délicat marchandage. Une fois l'accord signé, il devra encore passer devant le parlement et être ratifié. Ce sera l'occasion de rouvrir le débat, publiquement cette fois. 1

<sup>1</sup> Dont Alliance Sui, Pain pour le prochain, la Fédération romande des consommateurs, Uniterre et l'Union suisse des paysans, en partenariat avec les Amis de la terre Indonésie (Walhi).

<sup>2</sup> Les négociations pour un accord de libre-échange Suisse-Malaisie ont débuté, elles, en 2012. Elles sont actuellement au point mort à la suite de l'adhésion de la Malaisie à l'accord commercial de libre-échange Asie-Pacifique (TPP) en février 2016 et des incertitudes liées au désengagement récent des Etats-Unis. Lire notre édition du 20 mars 2016: «Libre-échange contre forêt pluviale».

**Procédure d'urgence**

Madame la Présidente du Parlement,

Mesdames et Messieurs les membres du Bureau,

Le groupe Verts et CS-POP demande l'urgence pour le traitement de la motion interne « Exclure l'huile de palme des accords de libre-échange avec l'Indonésie et la Malaisie ».

La signature imminente, dans les prochains mois, d'un accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie impactant directement l'objet de la motion interne susmentionnée, il est important que cette dernière puisse être traitée au préalable et transmise à l'Assemblée fédérale en temps voulu<sup>1</sup>.

Au regard de ce qui précède, nous vous demandons que cette motion interne soit traitée en urgence selon l'art. 59a du Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura.

Nous vous remercions pour votre compréhension et vous adressons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Bureau, nos cordiales salutations.

Delémont, le 28 février 2018

Pour le groupe Verts et CS-POP

Baptiste Laville, responsable de la motion interne



<sup>1</sup> L'huile de palme grippe les négociations, *Le Courrier*, vendredi 16 février 2018